

PREFECTURE  
des  
BOUCHES-du-RHONE

République Française

4ème DIRECTION  
Administration Communale  
et Environnement

4ème BUREAU

n° 71/1975  
1ère Classe

ARRONDI MINÉRALOGIQUE  
DE MARSEILLE

14 JAN 1977

REG. A-N°

*Qep*

A R R E T E

LE PREFET DELEGUE POUR LA POLICE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi du 19 décembre 1917, modifiée et complétée,  
relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

VU le décret n° 53-678 du 20 mai 1953, modifié, portant  
réglementation et nomenclature des établissements précités,

VU le décret n° 64-303 du 1er avril 1964 relatif aux  
établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

VU la demande présentée par la Société Anonyme "PAPETERIES  
ETIENNE", 29, Avenue de la Camargue, ARLIES-TRINQUETAILLE, en vue  
d'être autorisée à établir une installation de pâte à papier mi-  
chimique à base de bois feuillus régionaux et, ultérieurement  
de canne de Provence, à l'intérieur du périmètre actuel de son  
entreprise sise à l'adresse sus-indiquée,

VU les plans annexés à cette requête,

VU l'enquête de commodo et incommode à laquelle cette  
demande a été soumise dans la commune d'ARLIES du 1er au 30  
septembre 1975,

VU l'avis du commissaire-enquêteur en date du 5 octobre  
1975,

VU l'avis de l'Inspecteur Départemental des Services  
d'Incendie et de Secours en date du 9 juillet 1975,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipeement en  
date du 22 juillet 1975,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Action Sanitaire  
et Sociale en date du 5 août 1975,

VU l'avis du Sous-Préfet Directeur Départemental de la  
Protection Civile en date du 14 août 1975,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ARLIES en date du 13 octobre  
1975,

...

VU l'avis du Conseil Municipal d'ARLES en date du 24 octobre 1975,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19 novembre 1975,

VU l'avis du Directeur Régional du Travail et de l'Emploi Chef du Service d'Inspection des Etablissements Classés en date des 22 juillet 1975 et 7 mai 1976,

VU l'avis de l'Ingénieur en Chef des Mines en date des 5 mai et 14 octobre 1976,

SUR la proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

A r r ê t e :

ARTICLE 1er..- La Société " PAPETERIES ETIENNE " à ARLES est autorisée à implanter et à exploiter à l'intérieur du périmètre actuel de son entreprise sise à ARLES-TRINQUETAILLE, 29, avenue de la Camargue, une installation de pâte à papier mi-chimique, d'une capacité de production de 100 t/j rangée dans la 1ère Classe des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ARTICLE 2..- Les installations comprendront essentiellement:

- des installations de conditionnement des bois bruts.
- une chaîne de fabrication de pâte et son atelier de préparation de lessive de cuisson,
- une installation de combustion des liqueurs noires,
- un stockage de 60 tonnes de soufre et de 60 m<sup>3</sup> de solution d'ammoniac.

ARTICLE 3..- La présente autorisation est subordonnée aux conditions ci-après :

1°) Les installations seront situées et aménagées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation, notamment ceux numérotés TZ7, TZH7, TZH8.

Exception faite des conséquences pouvant résulter de l'exécution des clauses énumérées ci-dessous, tout projet de modification ou d'extension devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une nouvelle autorisation préfectorale.

2°) Les installations devront être conformes, aux prescriptions contenues dans l'instruction technique du 15 janvier 1976 de M. le Ministre de la Qualité de la Vie, relative aux règles d'aménagement et d'exploitation pour la lutte contre la pollution des eaux, par les usines productrices de pâte à papier ou de carton.

### 3°) Pollution de l'air.

#### a) Prescriptions générales.

Toutes dispositions doivent être prises pour réduire l'émission de vapeur, de fumées ou de gaz nauséabonds nocifs ou toxiques.

A cet effet, il devra être prévu des recyclages, condensations ou incinérations de tous les effluents susceptibles d'émettre des odeurs indésirables.

Les rejets gazeux résiduels provenant des lessiveurs, de l'évaporation des liqueurs noires, seront captés et dirigés vers des cheminées rejetant les émissions éventuelles à l'extérieur des locaux à une hauteur suffisante pour assurer une bonne dispersion dans l'atmosphère.

L'atelier de préparation de lessive de cuisson sera conçu et son fonctionnement sera conduit de telle sorte que les émissions de gaz soient les plus faibles possibles. Les charges polluantes journalières seront limitées à 20 kg de soufre et 10 kg d'ammoniac.

#### b) Installations de combustion de liqueur noire.

La cheminée des foyers d'incinération des liqueurs noires sera au moins égale à la plus grande des valeurs calculées à partir de la circulaire du 24 novembre 1970 relative à la construction des cheminées dans le cas des installations de combustion ainsi que de la circulaire du 13 avril 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas d'installations émettant des poussières fines.

Les effluents gazeux provenant des installations de combustion des liqueurs noires pourront être évacués par la cheminée de la chaufferie existante dont la puissance est de 27.000 th/h sous réserve que le conduit soit rebrusé, le débouché à l'air libre devant être situé à 55 m au moins au-dessus du sol.

Les foyers à liqueur noire seront conduits de telle sorte que les gaz soient aussi complètement oxydés que possible avant leur évacuation. A cette fin, ils seront équipés des appareils de conduite de chauffe comme indiqué au titre I de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 (J.O. du 31 juillet 1975) concernant l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie. Les résultats des contrôles et les compte-rendus d'entretien seront portés sur un livret de chaufferie tenu par l'exploitant comme prévu par le titre III de l'arrêté ministériel susvisé.

Les installations de combustion de liqueur noire seront équipées d'un système de lavage des gaz. L'entretien et la surveillance de ces installations feront l'objet d'une consigne. Tout incident entraînant l'arrêt de ces installations devra être consigné sur un registre.

c) Installations diverses.

Les installations diverses telles que concassage, criblage de matériaux, tambours écorceurs, etc... ne devront pas émettre de poussières susceptibles de se répandre en dehors des limites de l'usine.

La chaudière à écorce fera l'objet d'une consigne d'entretien.

Si c'est nécessaire, toutes ces installations seront pourvues de dispositifs efficaces de captation de poussières.

d) Mesures à l'émission.

Pour permettre le contrôle des polluants contenus dans les gaz émis et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées devront être pourvues d'un orifice obturable, commodément accessible, situé dans une partie rectiligne de la cheminée à une distance du point d'introduction des gaz égale à huit fois le diamètre ou le côté de la cheminée.

Des mesures à l'émission concernant tous les produits nocifs susceptibles de se dégager au cours de la fabrication seront effectuées. La fréquence de ces mesures sera définie en accord avec l'Inspecteur des Etablissements Classés.

Le résultat de ces contrôles sera porté sur un registre mis à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés.

e) Le brûlage à l'air libre de toute matière quelle qu'elle soit est rigoureusement interdit.

4°) Prévention de la pollution des eaux

a) Prescriptions générales.

D'une manière générale, tous les ateliers, unités, magasins où un écoulement accidentel d'huiles, d'hydrocarbures, de liquides inflammables ou toxiques demeure possible, doivent comporter des aires en pente, bétonnées ou étanches canalisant les fuites vers des puisards où elles seront récupérées, neutralisées et subiront un traitement approprié.

Tous les réservoirs de produits inflammables ou toxiques, en particulier, ceux contenant les liqueurs noires, les solutions ammoniacales, les lessives de cuisson et leurs canalisations de transfert seront situés dans des cuvettes de rétention étanches. La capacité de chacune d'elle sera au moins égale à 100 % de la capacité du plus gros réservoir et à 20 % de la capacité globale des réservoirs internes.

Les tuyauteries véhiculant les liquides toxiques ou présentant des risques de pollution pour les eaux seront aériennes ou en canoniveau maçonné étanche et visitable.

...

Les réseaux d'égouts doivent être du type séparatif afin d'isoler d'une part les eaux polluées ou susceptibles de l'être qui doivent subir un traitement d'épuration approprié et d'autre part les eaux non polluées.

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être parfaitement étanches; ils ne communiqueront en aucun point avec le réseau des eaux non polluées (eaux pluviales, eaux de refroidissement, etc...). Leur tracé devra, en outre, permettre un nettoyage facile des dépôts et sédiments.

La collecte des eaux polluées par des produits nauséabonds ou pouvant constituer un trouble permanent pour le voisinage, devra se faire par canalisation.

Il devra être tenu constamment à jour un plan complet des réseaux de collecte et de transport des effluents.

b) Atelier de fabrication de pâte à papier.

Les installations de fabrication seront conçues de manière à obtenir dans toute la mesure du possible un recyclage total des eaux, en particulier des eaux de lavage, conformément au dossier de demande d'autorisation déposé par l'industriel.

La liqueur noire provenant des lessiveurs, du lavage des pâtes, ainsi que toutes les eaux susceptibles d'être polluées par de la liqueur noire seront collectées et incinérées.

Outre les mesures effectuées par les services habilités, l'industriel fera procéder également à des contrôles hebdomadaires de la qualité de ses eaux rejetées, par du personnel qualifié de l'établissement. Pour ce faire, des échantillons représentatifs seront prélevés et feront l'objet des déterminations suivantes : M.E.S., D.B.O.5., D. C.O. couleur, résistibilité. L'Inspecteur des Etablissements Classés pourra ajouter, s'il le juge utile, d'autres paramètres à cette liste notamment les sulfures et les mercaptans.

Une campagne de mesures sera effectuée avant le 31 décembre 1977 par un organisme agréé par le Ministère de la Qualité de la Vie aux frais de l'industriel en vue de définir très précisément le taux de recyclage, les débits résiduels éventuels et les charges polluantes correspondantes. Les prescriptions concernant les rejets liquides de cet établissement seront définies sur la base des résultats de cette campagne de mesure et des analyses périodiques faites par l'exploitant et mentionnées ci-dessus. Ces prescriptions caractériseront la situation moyenne des rejets de l'atelier et tiendront compte de ce fait des conditions effectives de fonctionnement du recyclage, étant précisé qu'elles seront au moins conformes aux dispositions de l'instruction technique du 15 janvier 1976, susvisée. Elles feront l'objet d'un complément au présent arrêté.

5°) Prévention de la pollution accidentelle

a) Atelier de fabrication de pâte à papier.

Des dispositions seront prévues, notamment par aménagement des sols des ateliers, en vue de collecter et de

retenir toute fuite, épanchement ou débordement de liqueurs de cuisson, de produits chimiques, de lessives résiduelles, de pâte, etc...

Des dispositions analogues seront appliquées aux égouttures diverses provenant d'opérations exceptionnelles ou normales, effectuées sur les circuits de pâte et de lessives résiduelles.

Les fuites ainsi collectées seront conduites à des réservoirs de secours; la capacité des réservoirs sera déterminée en tenant compte du volume des liquides et de la masse des matières en circulation dans les circuits susceptibles de se vider accidentellement.

Le niveau dans les réservoirs sera, en permanence, maintenu suffisamment bas pour que puisse être recueillie toute fuite accidentelle; chacun d'entre eux sera muni d'un dispositif d'alarme à dépassement de niveau moyen.

Aucune communication ne devra exister entre le circuit de collecte et le stockage des fuites et les réseaux d'égouts de l'usine.

Les produits ainsi récupérés seront réintroduits en fabrication, incinérés ou subiront un traitement approprié.

#### b) Préparation des adjuvants.

La préparation et la manipulation des adjuvants de même que leur introduction en fabrication seront effectuées à l'aide d'installations fixes.

Des dispositions devront être prises pour le recyclage des fuites éventuelles de ces produits.

#### c) Caractéristiques des rejets - Contrôles.

Les eaux résiduelles, autres que celles provenant de l'atelier de fabrication des pâtes devront avoir, avant leur rejet, les caractéristiques suivantes :

- PH	6-9
- MES	30 mg/l
- DBO.5	30 mg/l
- DCO	90 mg/l
- Hydrocarbures .....	20 ppm par la méthode de dosage des hydrocarbures totaux (norme AF NOR n° T.90-203).

Ces caractéristiques seront obtenues avant toute dilution.

...

En ce qui concerne la couleur, des mesures seront effectuées dès le démarrage des unités et les résultats transmis à l'Inspecteur des Etablissements Classés qui pourra demander un programme de réduction si nécessaire.

Une analyse hebdomadaire sera faite pour vérifier que les teneurs en divers polluants résiduels n'excèdent pas les limites susvisées.

Les résultats des analyses et mesures seront notés au fur et à mesure sur un registre spécial.

#### 6°) Déchets

Une étude sur les déchets éventuellement produits par l'usine sera faite.

Celle-ci comprendra :

- La liste quantitative et qualitative de tous les résidus (solides ou liquides) tant au niveau des fabrications, des stockages des matières premières, produits intermédiaires ou produits finis, ainsi que tous les déchets provenant des entreprises extérieures susceptibles de venir travailler dans l'usine.

- Les traitements envisagés in situ ou évacuation par des tiers extérieurs.

L'étude sera transmise à l'Inspecteur des Etablissements Classés et la destination des déchets sera prise en accord avec lui. D'une manière générale, les déchets devront être traités dans des installations appropriées et régulièrement autorisées à cet effet de telle sorte qu'il ne puisse y avoir aucun transfert ni risque de pollution.

Dans le cas d'un traitement par organisme extérieur, les conditions de transport, les modalités d'élimination des déchets et les choix de la ou des entreprises spécialisées devront préalablement être portés à la connaissance de l'Inspecteur des Etablissements Classés qui pourra y faire opposition si les solutions envisagées n'apparaissent pas propres à satisfaire aux dispositions de l'alinéa 1.

En outre, l'exploitant sera tenu de noter sur un registre spécial et pour chaque enlèvement :

- identification du transporteur,
- moyens de transport utilisés,
- dates de l'enlèvement,
- quantités, nature et caractéristiques particulières des déchets faisant l'objet de l'enlèvement,

...

- identification de l'entreprise chargée de l'élimination,
- moyens proposés pour l'élimination.

Ce registre sera conservé à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés pendant une durée de deux ans au moins.

#### 7°) Moyens de lutte contre l'incendie

L'usine devra disposer :

- d'un réseau d'incendie indépendant, maillé bouclé et pourvu de vannes de barrage en nombre suffisant. La canalisation aura une section suffisante pour assurer le débit nécessaire en n'importe quel emplacement conformément aux prescriptions requises pour le bon fonctionnement des appareils. Le réseau devra comporter les équipements suivants :

- . des bouches ou poteaux d'incendie de 100 ou 150 mm, protégés du gel munis de raccords normalisés
- . des robinets d'incendie armés (équipés de toyaux semi-rigides).

- d'extincteurs appropriés pour les risques dus aux liquides inflammables, aux gaz combustibles, au matériel électrique, aux stockages de matières premières combustibles répartis dans les divers emplacements, halls de fabrication, zones de stockage, locaux divers. Leur position, capacité et nombre seront définis sous la responsabilité de l'exploitant et au besoin, en conformité avec les règles professionnelles d'usage.

Les extincteurs doivent être conformes aux normes françaises en vigueur et être homologués par le Comité National du Matériel d'Incendie Homologué (C.N.M.I.H.). Ils doivent être également conformes, le cas échéant, aux prescriptions réglementaires en vigueur;

- de dépôts de sable suffisants, à l'état neutre, convenablement répartis en vue de canaliser ou d'arrêter éventuellement des écoulements de liquides inflammables.

Ces équipements devront être judicieusement répartis et implantés dans des conditions d'accessibilité, d'éloignement par rapport au risque et éventuellement de protection présentant le maximum de sécurité d'emploi.

L'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie pourra en tant que de besoin imposer tout autre moyen qui lui paraîtrait nécessaire.

...



8°) Organisation de la lutte contre l'incendie et des secours

a) L'usine doit disposer :

- d'une organisation propre à assurer la sécurité du personnel, des installations et du voisinage, en toute circonstance ;

- d'un personnel compétent et en nombre suffisant pour mettre en oeuvre les matériels d'incendie et de secours, dans les meilleures conditions d'efficacité. Ce personnel participe périodiquement à des exercices d'incendie dont la fréquence est au minimum d'un exercice d'un mois. Un exercice annuel peut être réalisé en commun avec les sapeurs pompiers extérieurs. Le reste du personnel recevra une formation de base, renouvelée annuellement, portant sur la manoeuvre des extincteurs et sur le secourisme;

- de moyens de transmission et d'alerte, indispensables aussi bien pour l'appel des secours que pour l'acheminement des renforts éventuels et les liaisons en cas d'opération importante;

- d'une sirène d'alerte pour le cas de sinistre.

b) Des consignes spéciales seront établies précisant notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- la composition des équipes d'intervention et leur rôle,
- la fréquence des exercices,
- les opérations d'entretien du matériel d'incendie et de secours,
- les moyens de transmission et d'alerte et les conditions d'essais périodiques de ces matériels,
- les personnes à prévenir en cas de sinistre,
- les personnes responsables des usines voisines du complexe directement intéressées par la gravité du sinistre et ses conséquences possibles.

Ces consignes seront remises en tant que de besoin au personnel chargé de les appliquer ou de les respecter. Elles seront affichées bien en évidence aux principaux postes de travail.

c) Le registre d'incendie prescrit par l'article 28 du décret modifié du 10 juillet 1913 portera mention de la date des exercices et essais périodiques d'incendie, et des observations auxquelles ces exercices et essais peuvent avoir donné lieu.

9°) Dispositions concernant l'Inspecteur des Etablissements Classés.

Des consignes de sécurité seront établies et communiquées à l'Inspecteur des Etablissements Classés qui pourra formuler toutes observations à leur sujet.

Il pourra faire procéder, en tant que de besoin et notamment à la suite de plaintes, aux prélèvements qui lui paraîtraient utiles sur les émissions gazeuses et les effluents liquides aux fins d'analyses par un organisme agréé. Les frais occasionnés par ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

De la même façon, il pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Etablissements Classés pourra se faire communiquer les différents documents ou registres tenus en application du présent arrêté.

L'exploitant avisera l'Inspecteur des Etablissements Classés, dans les meilleurs délais, de tout incident ayant compromis la sécurité de l'usine et du voisinage, et la qualité des eaux ou de l'air, qui pourra se faire rendre compte des causes et des conséquences de ces incidents.

Il l'avisera également des arrêts prévus des installations et des dates de remise en service.

ARTICLE 4.- L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 5.- L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 6.- En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 7.- La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de demander le permis de construire ou toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 décembre 1917.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 8.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9.- Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Arles, le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Protection Civile, le Maire d'Arles-sur-Rhône, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Régional du Travail et de la Main-d'Oeuvre, Chef du Service d'Inspection des Etablissements Classés, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 64-303 du 1er avril 1964.

MARSEILLE, le 1er décembre 1976

Pour copie conforme :  
Le Chef de Bureau



*Mathilde FERRERO*  
Mathilde FERRERO

Pour le Préfet Délégué  
pour la Police

Le Secrétaire Général  
Guy MAILLARD

DESTINATAIRES :

- M. le Maire d'ARLES-sur-RHÔNE  
" Aux fins utiles "
- M. le Sous-Préfet d'Arles
- M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental  
de la Protection Civile
- M. le Directeur Régional du Travail et de  
l'Emploi, Chef du Service d'Inspection  
des Etablissements Classés
- /-M. l'Ingénieur en Chef des Mines
- M. l'Inspecteur Départemental des Services  
d'Incendie
- "Pour information "

